

Écrit par le 23 novembre 2024

Décathlon Avignon Sud cesse la vente de poissons pour la pêche au vif



Suite à la mobilisation du [Collectif vauclusien de Protection Animale](#) et de l'association [PAZ \(Projet Animaux Zoopolis\)](#), le magasin [Décathlon Avignon Sud - Mistral 7](#) a cessé la vente de poissons pour la pêche au vif.

En décembre 2023, le Collectif vauclusien de Protection Animale et l'association PAZ ont créé une pétition pour demander aux 2 magasins de l'enseigne Décathlon de la région d'Avignon de cesser de vendre des poissons pour la pêche au vif. Cette pétition a obtenu plus de 20 000 signatures. Si le magasin d'Avignon Sud a cessé les ventes, celui du Pontet continue pour le moment ce que l'association PAZ qualifie de « commerce cruel. »

« Nous félicitons le magasin Decathlon Avignon Sud - Mistral 7 d'avoir arrêté de vendre des poissons pour qu'ils soient torturés, a déclaré Amandine Sanvisens, co-fondatrice de PAZ. Les animaux ne sont pas de vulgaires articles de sport. La torture ne devrait pas être considérée comme un sport ou un loisir. Nous demandons à l'enseigne Decathlon de ne plus vendre de poissons dans tous ses magasins. »

Écrit par le 23 novembre 2024

En Europe, plusieurs pays ont interdit cette pratique considérée comme de la torture animale, tels que l'Allemagne, l'Autriche (Haute-Autriche et Carinthie), l'Écosse, l'Irlande (en eau douce) et la Suisse. L'association PAZ rappelle que Décathlon est partenaire des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et que cela donne une « mauvaise image de la France. »

Récemment, l'association PAZ a lancé une nouvelle pétition qui s'adresse à l'enseigne, et pas seulement aux magasins de la région d'Avignon, qui a déjà atteint près de 13 000 signatures. L'association soutient la proposition de loi visant à interdire la pêche au vif émise par le député Gabriel Amard (LFI - NUPES - Rhône). Les défenseurs de la protection animale continuent leur mobilisation à travers différentes actions pour que le magasin du Pontet cesse ce type de vente, mais aussi plus largement tous les magasins de l'enseigne de sport.

Les salariés de Vaucluse Matin continuent de se mobiliser contre son démantèlement

Ecrit par le 23 novembre 2024



La rédaction du quotidien [Vaucluse Matin](#) s'oppose au plan de restructuration de la direction du Dauphiné libéré auquel le titre fondé en 1946 appartient. Après six jours de grève, une mobilisation rassemblant une centaine de soutiens, les salariés placent une banderole sur le pont d'Avignon.

« Crédit mutuel : la banque qui veut liquider la presse #sauvonsvaoclusematin. » C'est ce qu'on a pu lire ce vendredi 9 février sur une banderole déployée par les salariés du quotidien sur le Pont Saint-Bénézet à Avignon, la banque étant l'unique actionnaire du groupe Ebra qui possède Le Dauphiné Libéré et Vaucluse Matin. Cette action s'ajoute à six jours de grève, à une mobilisation, et à une pétition, qui compte désormais plus de 4 000 signatures.

[Pour signer la pétition contre le démantèlement de Vaucluse Matin par la direction du Dauphiné libéré](#)

Ce message vient en réaction à l'annonce d'un plan d'austérité visant à réduire de 40 % l'effectif, soit neuf postes sur 24 salariés. Une mesure qui entraîne la suppression des pages sports, un désengagement d'Avignon avec la fermeture du centre départemental historique, ainsi qu'un repli sur le Nord du

Écrit par le 23 novembre 2024

Vaucluse, abandonnant le Sud. Alors que les négociations avec la direction entrent dans leur dernière ligne droite, l'équipe du journal réaffirme son opposition à ce plan, qui annonce la mort du titre, présent dans le Vaucluse depuis 1946.

Dans le même temps, le Crédit Mutuel Alliance Fédérale a indiqué avoir achevé l'année 2023 « sur une performance historique », avec un résultat net qui a atteint 4,1 milliards d'euros (+18,1 %).

[Lire également : 'Presse : « Je suis Vaucluse Matin »'](#)

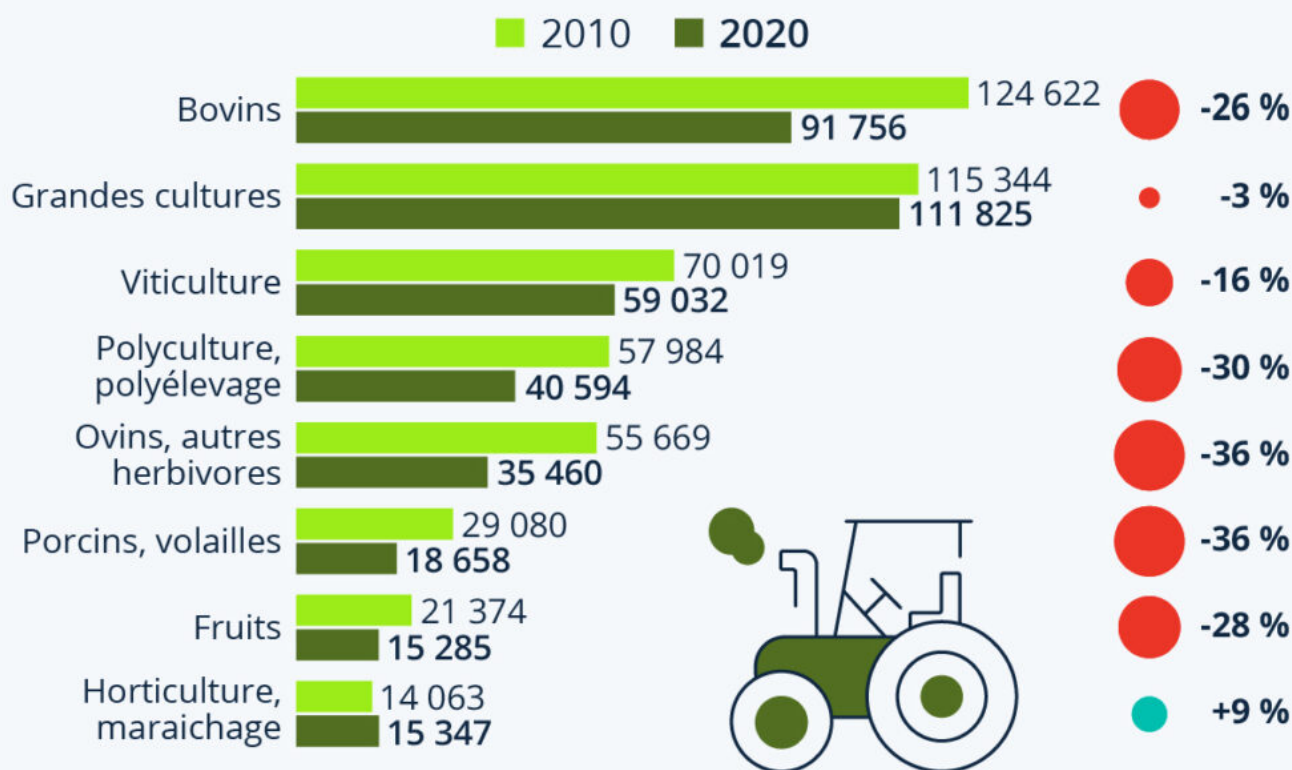
V.A.

La France a perdu près d'un quart de ses fermes en dix ans

Ecrit par le 23 novembre 2024

La France perd un quart de ses fermes en dix ans

Évolution du nombre d'exploitations agricoles entre 2010 et 2020, par spécialisation



Source : Ministère de l'Agriculture



La mobilisation des agriculteurs continue dans toute la France. Selon les renseignements territoriaux, près de 800 tracteurs se trouveraient dans le bassin parisien, et aucune région du pays ne serait épargnée par les blocages des agriculteurs.

Leurs revendications sont multiples. Ils demandent que les lois EGalim, censées permettre aux

Ecrit par le 23 novembre 2024

agriculteurs de vivre dignement de leur travail en rééquilibrant les relations commerciales entre les producteurs agricoles et les [entreprises agroalimentaires](#), soient mieux appliquées et renforcées afin que les agriculteurs n'aient pas à vendre leur production à perte. De nombreux syndicats demandent également la fin de l'obligation par l'[Union européenne](#) de consacrer 4 % des terres arables à de la jachère ou à des infrastructures agroécologiques. Ils demandent aussi que les produits d'importation soient soumis aux mêmes normes que les produits français, afin d'éviter une concurrence jugée déloyale.

Comme le montre notre infographie, basée sur les données du plus récent [recensement agricole](#) du Ministère de l'Agriculture, la France a perdu plus de 100 000 exploitations entre 2010 et 2020. Ce sont les exploitations spécialisées dans l'élevage qui ont été les plus touchées : plus de 63 000 ont disparu en dix ans, soit près de deux tiers de la diminution totale. Les exploitations de petite taille ont particulièrement souffert. Le nombre de micro-exploitations a ainsi baissé de 31 %, tandis que celui des petites et moyennes exploitations a diminué de 21 %.

La surface agricole utile est par ailleurs restée stable, ce qui s'explique par l'agrandissement de la taille moyenne des exploitations agricoles : de 55 hectares en 2010 à 69 hectares en 2020, soit une augmentation d'environ 25 %. Les grandes exploitations (136 hectares en moyenne) sont les seules à avoir vu leur nombre augmenter : elles étaient 2 000 de plus en 2020 que dix ans auparavant.

Agriculteur : un métier en péril ?

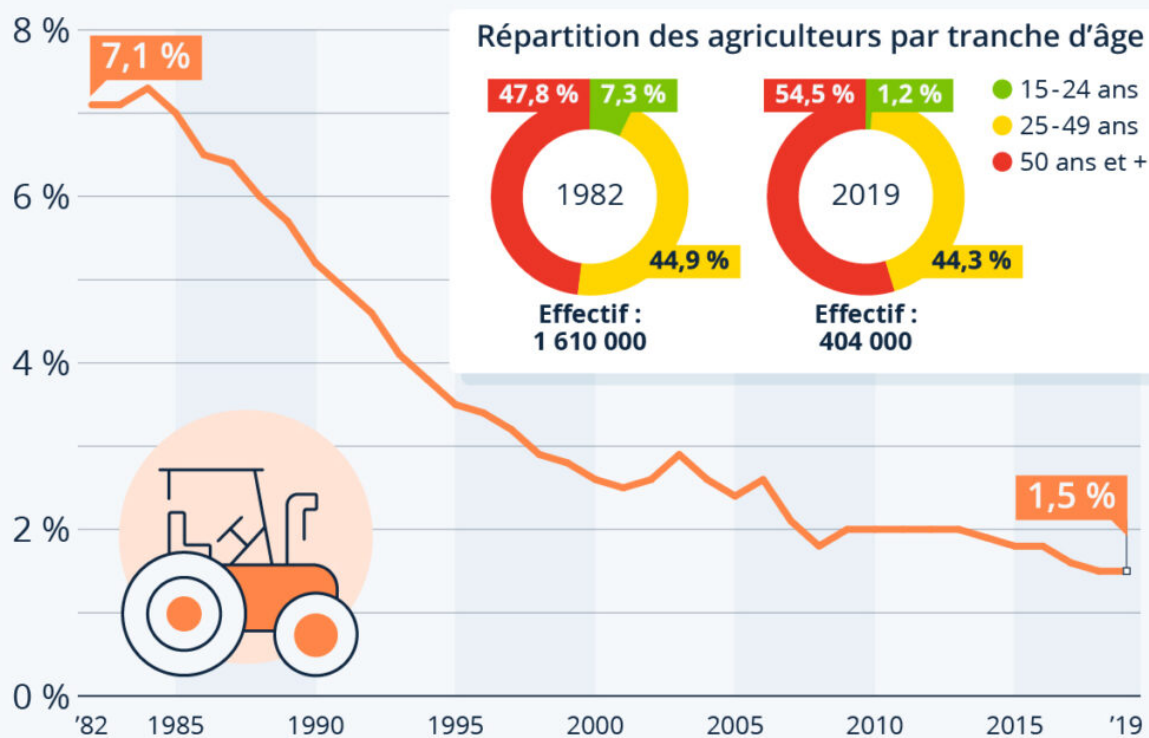
Alors que la grogne des agriculteurs se poursuit, le Premier ministre Gabriel Attal a reçu ce lundi 29 janvier soir les patrons des syndicats agricoles pour discuter de leurs revendications. Selon le ministère de l'Agriculture, de nouvelles mesures de soutien à la filière devraient prochainement être annoncées par le gouvernement. Dans le contexte de crise démographique inédite qui touche la profession, l'un des sujets les plus attendus est la réforme destinée à faciliter la transmission des exploitations agricoles. En effet, selon le dernier recensement publié par l'Insee, plus de la moitié des agriculteurs exploitants (55 %) sont aujourd'hui âgés de cinquante ans et plus. Ainsi, d'ici dix ans, on estime que la moitié des agriculteurs du pays auront cessé leur activité.

Depuis le début des années 1980, le nombre d'agriculteurs exploitants a déjà été divisé par quatre en France, selon les données de la dernière étude de l'[Insee](#) sur le sujet. Alors que la taille moyenne des [exploitations agricoles](#) a plus que doublé en quarante ans, la part des agriculteurs dans l'emploi a fortement chuté, passant de plus de 7 % en 1982 à seulement 1,5 % en 2019. Dans le même temps, l'âge moyen des agriculteurs exploitants a également beaucoup évolué. Alors que la profession comptait plus de 7 % de jeunes (15-24 ans) au début des années 1980, cette part est aujourd'hui tombée à 1 %, un chiffre nettement insuffisant pour assurer le renouvellement des générations dans le secteur agricole.

Écrit par le 23 novembre 2024

Agriculteur : un métier en péril ?

Évolution de la part des agriculteurs exploitants dans le total des emplois et démographie de la profession



Source : Insee



statista

De Valentine Fourreau et Tristan Gaudiaut pour Statista

Ecrit par le 23 novembre 2024

Le Vaucluse se mobilise pour le Maroc



Le Maroc a été touché par un violent séisme d'une magnitude de 6,8 dans la nuit de vendredi 8 à samedi 9 septembre. Plus de 2 000 personnes seraient décédées selon le dernier bilan qui annonce également plus de 2 400 blessés. Touchés par ce drame, le Vaucluse, mais aussi la Région Sud, commencent à se mobiliser pour apporter leur aide.

En réponse à cette situation alarmante, et la communauté marocaine d'Avignon étant l'une des plus importantes de France, Cécile Helle, maire d'Avignon, a tenu à exprimer son émotion et sa solidarité au peuple marocain ainsi qu'aux autorités du pays. « Je pense tout particulièrement à celles et ceux qui ont été touchés dans leur chair par ce terrible séisme, évoque-t-elle dans un communiqué. Je pense également à l'ensemble de la communauté marocaine d'Avignon dont les attaches familiales et amicales avec leur pays d'origine restent importantes. » La maire a également souligné que la Ville d'Avignon se mobiliserait d'avantage dans les prochains jours pour manifester plus concrètement son soutien et son aide aux villes et villages marocains, ainsi qu'à leurs populations.

Plusieurs collectes s'organisent déjà pour venir en aide aux sinistrés. [L'association d'amitié franco-marocaine d'Avignon](#) recherche en priorité du matériel médical (contact : 06 10 30 63 85). L'association Djelia Internationale organise également une collecte de fonds en Vaucluse. Si vous souhaitez donner, il faut contacter Latif Dehy par mail à l'adresse dehy.latif@gmail.com

Ecrit par le 23 novembre 2024

La Région Sud, de son côté, s'est associée à la Région Occitanie et à la Corse, pour offrir son soutien au Maroc. Ensemble, ils débloquent en urgence 1 million d'euros pour venir en aide au peuple marocain et s'engagent pour aider les blessés et sinistrés, tout en se rendant disponibles pour déployer une aide humanitaire d'urgence.

V.A.

Retraites 2023 : jusqu'à 1,28 million de manifestants

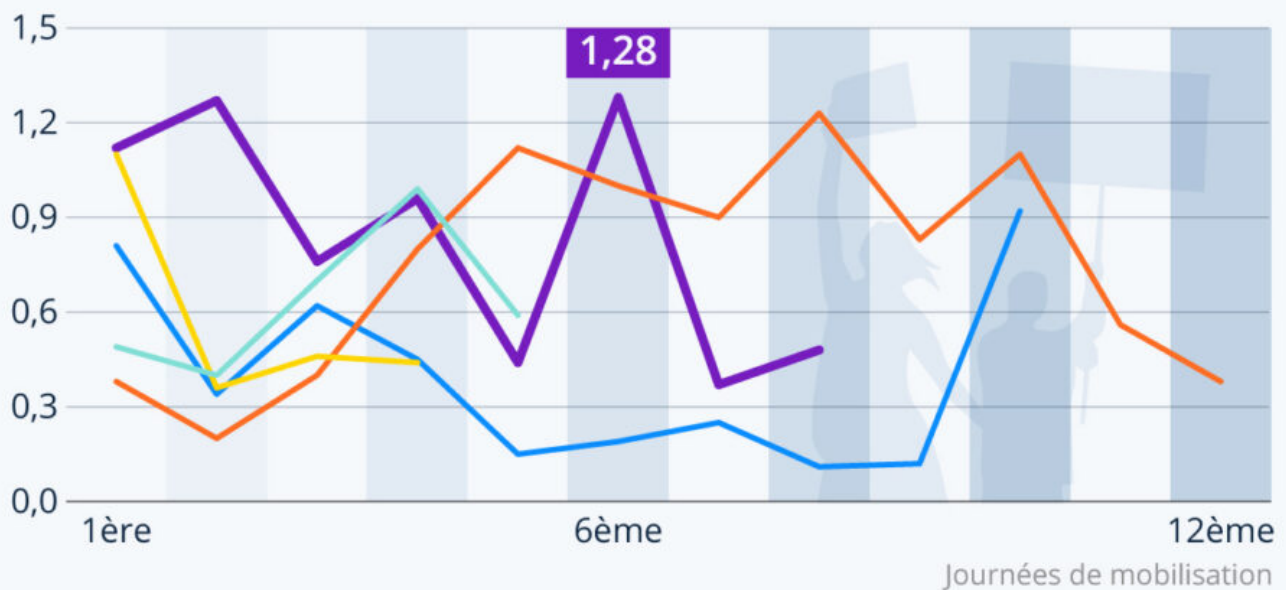
Ecrit par le 23 novembre 2024

Retraites 2023 : jusqu'à 1,28 million de manifestants

Nombre de manifestants des grandes mobilisations contre les réformes des retraites en France (1995-2023)

— 1995 (A. Juppé) — 2003 (J.-P. Raffarin) — 2010 (F. Fillon)
— 2019-2020 (E. Philippe) — 2023 (E. Borne)

Nombre de manifestants en millions



Il s'agit des chiffres fournis par le ministère de l'Intérieur. Seules les journées de mobilisation nationale à l'appel des principaux syndicats sont comptabilisées.

Source : Ministère de l'Intérieur via France Info



statista

De la colère à l'Assemblée nationale, de la violence dans les rues et la capitale parsemée de déchets. La réforme des [retraites](#) de Macron a certes été votée à l'Assemblée nationale suite à l'utilisation par le

Ecrit par le 23 novembre 2024

gouvernement Borne de l'article 49-3 de la constitution, mais une grande partie de la population reste en désaccord avec les changements prévus, en particulier la hausse de l'âge légal de départ à la retraite. Alors que des manifestations sont organisées depuis des semaines dans plusieurs villes françaises, des rassemblements spontanés ont eu lieu lundi soir, après l'échec des deux motions de censure déposées contre le gouvernement. Lors d'affrontements parfois violents, la [police](#) fait usage de gaz lacrymogènes et de nombreuses arrestations ont eu lieu. De nouvelles grèves et manifestations sont prévues jeudi.

Ce graphique basé sur les [données](#) du ministère de l'Intérieur compare l'évolution des manifestations contre les différentes réformes des retraites en France entre 1995 et 2023, selon le nombre de manifestants par journée de mobilisation.

Il y a eu plusieurs cycles de manifestations contre des réformes liées aux retraites en France ces dernières décennies : en 1995, en 2003, en 2010, en 2019-2020 et en 2023. C'est en 2010 que les manifestations s'étaient déroulées sur le nombre de journées de mobilisation le plus important, avec 12 jours de manifestations à l'appel des syndicats. En 2023, les manifestations contre la réforme des retraites portée par le gouvernement Borne ont rassemblé jusqu'à 1,28 millions de manifestants, d'après le ministère de l'Intérieur.

De Claire Villiers pour [Statista](#)

Toulourenc : retour sur les mobilisations citoyennes organisées pour nettoyer la rivière

Écrit par le 23 novembre 2024



Les Parcs naturels régionaux des Baronnies Provençales et du Mont-Ventoux, le syndicat mixte de l'Ouvèze provençale ainsi que les maires des communes qui bordent la rivière viennent de tirer un premier bilan des [mobilisations citoyennes](#) qui se sont opérées depuis la [mi-décembre](#), date de la découverte de la pollution aux plastiques dans le lit du Toulourenc.

Pour rappel, deux opérations de nettoyage ont été menées, les dimanches [22 janvier](#) et 5 février. Au total, ce sont plus de 100 personnes qui se sont mobilisées lors de chaque opération, soit plus de 200 personnes. 6 km de rivière ont pu être traités, dont 1,6 km le dimanche 22 janvier et 2,7 km le dimanche 5 février. S'ajoute à cela, 1,7 km nettoyé par la mobilisation spontanée. Lors des deux opérations officielles, ce sont plus de 20m³ de déchets qui ont été ramassés et évacués à la déchetterie de Mollans-sur-Ouvèze.

Cette mobilisation témoigne de la forte sensibilité et de l'attachement des riverains et des visiteurs à la protection de ce milieu naturel. Du club de canoé-kayak à l'armurier de Vaison, de l'habitant au représentant associatif, de nombreux acteurs ont répondu présent.

Parallèlement, une première mise en protection de la source de pollution a été opérée par le SMOP afin d'éviter toute nouvelle dispersion des déchets en cas de crue. Quant au 1^{er} magistrat de Mollans-sur-Ouvèze, en vertu de ses pouvoirs de police, il va faire réaliser des sondages sur la parcelle drômoise concernée, afin de vérifier que d'autres plastiques « dormants » n'aient pas la capacité de venir polluer à nouveau le site.

Écrit par le 23 novembre 2024

J.R.

Toulourenc : une mobilisation citoyenne organisée ce dimanche pour nettoyer la rivière



Le Parc naturel régional de Baronnies Provençales, le Parc naturel régional du Mont-Ventoux, le syndicat mixte Ouvèze Provençale, la communauté de commune Vaison Ventoux, associés aux

Ecrit par le 23 novembre 2024

communes de Mollans-sur-Ouvèze, Malaucène, Faucon et Entrechaux organisent ce dimanche 22 janvier une mobilisation citoyenne pour nettoyer le Toulourenc et lui rendre son équilibre biologique.

Le rendez-vous est donné ce dimanche 22 janvier à 8h30 à la salle du bicentenaire de Mollans-sur-Ouvèze. L'objectif : unir les forces lors d'une matinée de ramassage pour nettoyer le Toulourenc et lui rendre son équilibre biologique.

[Lire également : « Toulourenc : un plan d'urgence pour stopper la pollution de matières plastiques »](#)

Les personnes intéressées sont invitées à s'équiper de gants épais, de bottes hautes et de vêtements chauds. Des vêtements de rechange sont également conseillés pour profiter pleinement du moment de convivialité, prévu à l'issue de la matinée, dans de meilleures conditions.

Pour participer à cette mobilisation citoyenne, l'inscription, obligatoire, est ouverte aux personnes majeures et aux mineurs à partir de 15 ans accompagnés. L'intervention étant prévue en secteur accidenté, les participants seront engagés sous leur seule responsabilité.

Ecrit par le 23 novembre 2024



NETTOYONS

DIMANCHE 22 JANVIER

LE TOULOURENC

**À 8H30 À LA SALLE
DU BICENTENAIRE
MOLLANS-SUR-OUVEZE**

**INSCRIVEZ-VOUS AU
04.75.26.79.05**

Pensez à vous équiper de
gants, de bottes hautes et
de vêtements (très) chauds !

    **04 75 26 79 05**
baronnies-provencales.fr



Écrit par le 23 novembre 2024

*Dimanche 22 janvier à 8h30 à la salle du bicentenaire, Mollans-sur-Ouvèze.
Inscription préalable au 04 75 26 79 05.*

J.R.

Don de sang : les réserves restent insuffisantes



À l'approche des fêtes de fin d'année, l'Établissement français du sang (EFS) a plus que jamais besoin de la mobilisation de la population face aux stocks des différents groupes de sang qui sont insuffisants. Ce lundi 12 décembre, une collecte de sang va être organisée à Agroparc.

À la semaine 48, c'est-à-dire du 28 novembre au 4 décembre, seuls les stocks du groupe AB+ étaient suffisants. Les réserves des groupes A+, B- et AB- étaient, quant à elles, en baisse. Celles des autres groupes étaient insuffisantes, voire critiques. Plus de 1000 poches de sang sont nécessaires

Écrit par le 23 novembre 2024

quotidiennement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse, alors que seulement 800 sont récoltées.

Pour en savoir plus sur qui peut donner et comment se passe un don, [cliquez ici](#).

Pour prendre rendez-vous à Agroparc le lundi 12 décembre, [cliquez-ici](#).

Lundi 12 décembre. De 12h à 17h30. Salle polyvalente. Avenue Félicien Florent. Montfavet.

V.A.

Avignon, Mobilisation pour le Ségur de la santé, près de 100 personnes du secteur privé rassemblées

La mobilisation de mercredi 28 septembre a réuni près d'une centaine de personnes 'des métiers de l'humain' à Avignon devant la Cité administrative. Parmi eux ? De nombreuses organisations des métiers du soin et du secteur privé non lucratif pour l'accompagnement de publics fragilisés. Et aussi des associations, des mutualistes, des familles, des travailleurs sociaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Corse venus à l'appel de la mobilisation nationale.

L'enjeu ?

L'opération #QuiPrendSoinDeNous ? Met l'accent sur les conditions de travail, la revalorisation des salaires des professionnels de santé et de l'accompagnement du secteur privé non lucratif, dédiés au soin aux autres. En clair ? Tous de grands oubliés du Ségur de la santé, notamment de la revalorisation des salaires et de la prime mensuelle de 183€ net allouée à 1,5 million de professionnels du secteur public après les accords du Ségur... restées lettre morte pour le secteur privé.

Sur le terrain

De fait, les disparités de traitement entre le secteur public et privé ont affaibli durablement la motivation de professionnels déjà abimés par les cadences infernales, le peu de rémunération et de valorisation de leurs métiers. A tel point que même le graal : le Contrat à durée indéterminée (CDI) ne fait plus recette contraignant les professionnels à travailler en permanence en sous-effectif. Pour eux c'est toute la chaîne d'aide de la personne de service en passant par le secrétariat, les personnels de service et les professionnels de l'accompagnement qui doivent bénéficier de cette revalorisation salariale, car tous sont liés aux métiers de l'humain.

Ecrit par le 23 novembre 2024



Marie-Christine Liénard

Pour la Mutualité Française

«De nombreux professionnels du secteur non lucratif travaillant en établissements sanitaires, hôpitaux, soins de suite, crèches, psychiatrie, services d'hospitalisation à domicile, dans des établissements et services de protection de l'enfance, pour personnes âgées, en situation de handicap ou de précarité se mobilisent pour alerter sur la crise que traversent les métiers de l'humain et sur les enjeux 'du prendre soin' assure Marie-Christine Liénard, administrateur à l'Union territoriale Paca-Sam (Service de soin et d'accompagnement mutualiste) de la Mutualité Française. Les revendications portent sur la reconnaissance des métiers du soin et de l'accompagnement comme : Assurer un traitement équitable entre le secteur public et le secteur privé non lucratif, notamment en termes de tarification des activités sanitaires et mise en œuvre des différents Ségur ; L'extension du Ségur à tous les métiers quelle que soit la structure et La compensation de la perte du pouvoir d'achat due à l'inflation pour les salariés.»

En chiffre

Ecrit par le 23 novembre 2024

Le secteur privé non lucratif représente près de 1,2 million de professionnels dans les champs sociaux, médico-sociaux et sanitaires œuvrant au sein d'établissements, de services ou à domicile, aux activités essentielles à la vie des Français. Le secteur social et médico-social associatif accueille 70 corps de métiers différents et près de 600 000 salariés. Il a connu une augmentation de ses effectifs de près de 12% en 5 ans et 3,4 % de croissance annuelle de l'emploi sur la dernière décennie. En parallèle, le nombre de candidats dans les écoles qui forment aux métiers du soin et du travail social est en baisse depuis plus de 10 ans (- 39 % entre 2010 et 2017), nécessitant d'élargir les cibles potentielles des candidats et les accompagner dans des parcours de formation.

Les organisations qui ont appelé à la mobilisation

Sont, entre autres, URIOPSS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux), CNAPE (Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant), FAS (Fonds d'Aide Sociale), UNAPEI (Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés), MUTUALITE , ALID (Association pour le logement et l'insertion des plus démunis), NEXEM (nouvelle organisation professionnelle des employeurs du secteur social, médico-social et sanitaire à but non lucratif), FEHAP (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privée), Addictions France, APF (Association des paralysés de France), FN3S (Fédération Nationale des Services Sociaux Spécialisés Protection de l'Enfance), UNA (Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles), UNAF0 (Union professionnelle du logement accompagné), URAHJ (Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes en Ile-de-France), URCLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes).

Près de 100 personnes se sont mobilisées pour ne plus être les oubliées du Ségur